



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 11/07/2025

Reçu en préfecture le 11/07/2025

Publié le

ID : 062-286200027-20250710-2025_47-DE

S²LO

DÉLIBÉRATION

2025/47

NON-ADOPTION D'UN PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Jeudi 10 Juillet 2025 à 10 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIERE, sous la présidence de M. René HOCQ, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

- ♦ **Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Marc BOUTROY, Maire de ESCALLES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – M. André KUCHCINSKI, Conseiller.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. André GOUDALLE, Maire de WIRWIGNES – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Dominique DELECOURT, Délégué du Comité syndical du SIVOM de l'Artois – M. Patrice CAMBRAYE, Adjoint au Maire de Calais – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale – M. Alexandre MALFAIT, Conseiller Départemental.

♦ ♦ ♦ ♦ ♦

Vu le code civil ;

Vu le code de justice administrative ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 modifié, relatif aux centres de gestions institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la requête déposée devant le Tribunal administratif par un ancien agent de notre établissement pour obtenir la réparation de son préjudice résultant de son accident de travail ;

Vu l'accord financier ;

Vu les courriers de l'assurance du 18 juin 2025 et du 23 juin 2025 ;

Monsieur le Président rappelle qu'un agent a introduit une requête indemnitaire devant le Tribunal administratif de Lille pour obtenir la réparation de son préjudice résultant de son accident de travail. Au terme de sa requête, il sollicite une indemnisation des préjudices qu'il estimait avoir subi à hauteur de 99 619 €.

Il indique que les deux parties ont accepté de recourir à une résolution amiable du litige dans le but de mettre un terme définitif à ce différend. Cette solution a été conduite par l'intermédiaire des avocats respectifs.

Toutefois, notre assurance, chargée de la direction du procès, a précisé qu'elle :

- N'approuvera pas ce protocole transactionnel ;
- Ne prendra pas en charge le montant résultant du protocole transactionnel ;
- Prendra en charge les sommes qui seront susceptibles d'être versées à l'agent à la suite du jugement du Tribunal administratif.

Il ressort de ces nouveaux éléments, notamment la prise en charge par l'assurance des sommes qui seront susceptibles d'être versées à l'agent, qu'il n'est plus nécessaire pour notre établissement de procéder à la conclusion d'un tel protocole.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *PREND ACTE* des nouveaux éléments communiqués par l'assurance ;
- ♦ *REFUSE* la conclusion d'un protocole transactionnel.

Ainsi fait et délibéré en séance,
À BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 10 juillet 2025

Le Président,

René HOCQ